
Synthèse de documents

SUJET 3A1

SUJET : Quel avenir pour l'Argentine ?

Consignes :

- L'objectif du présent devoir est de répondre à la question formulée ci-dessus en vous appuyant sur les documents suivants.
- Les arguments développés utiliseront les documents en évitant le piège de la paraphrase et pourront être enrichis par des éléments d'actualité.
- Le développement sera divisé en 2 ou 3 parties clairement apparentes. Une attention particulière devra être accordée aux transitions entre les arguments et entre les parties.
- Ne perdez pas de temps à présenter et à citer les documents.

Document n° 1 :

L'Argentine, minée par une crise sans précédent, veut redonner confiance en son économie | Le Monde | 26-09-2020

Recul du produit intérieur brut (PIB) de 19,1 % au deuxième trimestre 2020, hausse du taux de chômage de près de trois points en quelques mois (il atteint 13,1 % de la population active, un record depuis 2004), progression de la pauvreté, qui pourrait toucher six enfants sur dix à la fin de l'année... En Argentine, les chiffres témoignant des conséquences de la crise liée à la pandémie de Covid-19 sont alarmants : « *La pandémie a porté un coup très dur à l'économie mondiale, mais surtout à l'Argentine, qui vivait déjà une crise* », a appelé le ministre de l'économie, Martin Guzman, mardi 22 septembre.

Il a présenté devant le Congrès le projet de budget 2021, le premier du gouvernement de centre gauche, au pouvoir depuis décembre 2019. Ce texte se veut, selon le ministre, « *une étape fondamentale dans le processus de stabilisation de l'économie argentine et pour la ramener sur le chemin d'une croissance inclusive et stable.* »

Après une année 2020 en récession (- 12,1 %, d'après les prévisions officielles), la troisième d'affilée pour le pays frappé par une grave crise depuis 2018, le gouvernement anticipe une croissance de 5,5 % en 2021. « *C'est un objectif cohérent, car on peut penser que le pire est passé en ce qui concerne la paralysie de l'activité économique due à la pandémie* », estime Matias Rajnerman, chef économiste du cabinet de conseil Ecolatina. La crise sanitaire sévit toujours dans le pays, mais après une première période de confinement très strict, la majorité des activités économiques a repris.

Document n°2 :

Argentine : la pauvreté progresse et touche plus de 40% de la population | Le figaro | 30-09-2020

La pauvreté en Argentine touche 40,9 % de la population au cours du premier semestre 2020, l'un des pires résultats de l'histoire du pays, a annoncé mercredi l'Institut national de la statistique (Indec).

L'indigence, à savoir le niveau de pauvreté ne permettant pas de subvenir aux besoins alimentaires de base, concerne 10,5% de la population. Fin 2019, le taux de pauvreté était de 35,5 % et le taux d'indigence de 8 %. En comparaison annuelle, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de 5,5 points et celui des personnes indigentes de 2,8 points. Selon l'Indec, 56,3 % des personnes âgées de moins de 14 ans sont pauvres. « *Peu à peu, nous approchons de la moitié de la population qui n'est pas en mesure de couvrir avec ses revenus l'achat d'un panier de base de consommation essentielle. C'est très inquiétant car il y a un pourcentage très élevé d'enfants et d'adolescents* » pauvres, a déclaré à l'AFP l'économiste Ricardo Aronskind.

Pour le premier semestre 2020, le revenu familial mensuel total moyen des ménages pauvres était de 25.759 pesos (environ 320 dollars) mais le panier de base a atteint 43.785 pesos (environ 545 dollars), soit un écart de 41,2%, selon l'Indec. « *Lorsque nous disons indigents, nous voulons dire des gens qui n'ont pas assez de revenus pour acheter de la nourriture. Mais cette nourriture est fournie par l'État. Ils sont démunis mais ils ne souffrent pas de la faim* », souligne Ricardo Aronskind. « *Un quart de la population argentine est nourrie par l'Etat* ».

Afin d'atténuer les effets de la paralysie économique depuis l'entrée en confinement le 20 mars, le gouvernement de centre-gauche d'Alberto Fernández a accordé des subventions directes à 9 millions de personnes et finance des programmes de soupes populaires. Si « *des politiques publiques sont déjà mises en place il va falloir un très gros effort pour réduire* » la pauvreté, selon l'économiste.

Indicateurs de croissance	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
PIB (milliards USD)	517,24	444,46	382,76	416,94	441,59
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	-2,6	-2,1	-11,8	4,9	2,5
PIB par habitant (USD)	11	9	8	9	9
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-5,1	-3,7	-7,8		
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	86,431	90,382	96,693		
Taux d'inflation (%)	34,3	53,5	-	-	-
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-27,03	-4,00	2,61	5,17	4,83
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-5,2	-0,9	0,7	1,2	1,1

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.

Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs socio-économiques	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
Taux de chômage (%)	11,0	10,1	9,7

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2014	2015	2016	2017	2018
Peso argentin (ARS) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	10,30	9,85	15,70	18,71	33,15

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

La balance commerciale poursuit son redressement, en affichant un solde excédentaire de 1,7 Mds USD pour le mois de septembre (contre 314 Mds USD en 2018), après avoir déjà enregistré un excédent en août (+1,2 Mds USD).

Les exportations sont en hausse (+14,1% en g.a.) alors que les importations baissent de leur côté dans les mêmes proportions (-14,9% en g.a.). L'excédent commercial est porté principalement par la hausse des exportations de produits primaires (+70,2 % en g.a). Les importations continuent de se contracter dans les secteurs des combustibles (-33,6% en g.a) et des véhicules (-30% en g.a). Sur les neuf premiers mois de l'année, l'excédent s'élève à 9,5 Mds USD, contre un déficit de 6,4 Mds

USD sur la même période de 2018, moins du fait d'une hausse des exportations (+4,9% à 47,9 Mds USD, mais + 26,3% pour les produits primaires), que d'une contraction profonde des importations (-26,2%, à 38,5 Mds USD), qui touche particulièrement les importations de biens d'équipement (-34,3% en g.a., à 6,5 Md USD), et de véhicules de transport de passagers (-56,5%, à 2 Mds USD).

Document n°5 : *L'Argentine dans une course contre la montre pour renégocier sa dette* | La Croix | 21-02-2020

Appuyée par le Fonds monétaire international (FMI) qui a déclaré sa dette insoutenable, l'Argentine est désormais engagée dans une course contre la montre pour négocier avec ses créanciers des remises à court terme.

Depuis sa prise de fonction en décembre, le président de centre gauche Alberto Fernandez n'a cessé de marteler que son pays, en récession depuis mi-2018, ne pourrait rembourser sa dette (311 milliards de dollars, plus de 90% du PIB), qu'à la condition qu'il retrouve le chemin de la croissance.

Entre des créanciers crispés qui ne veulent pas bouger d'un iota et les échéances importantes auxquelles va devoir faire face le pays fin mars, le FMI s'est rangé du côté du gouvernement, jugeant, après plus d'une semaine de mission sur place, que la dette du pays n'était «pas soutenable».

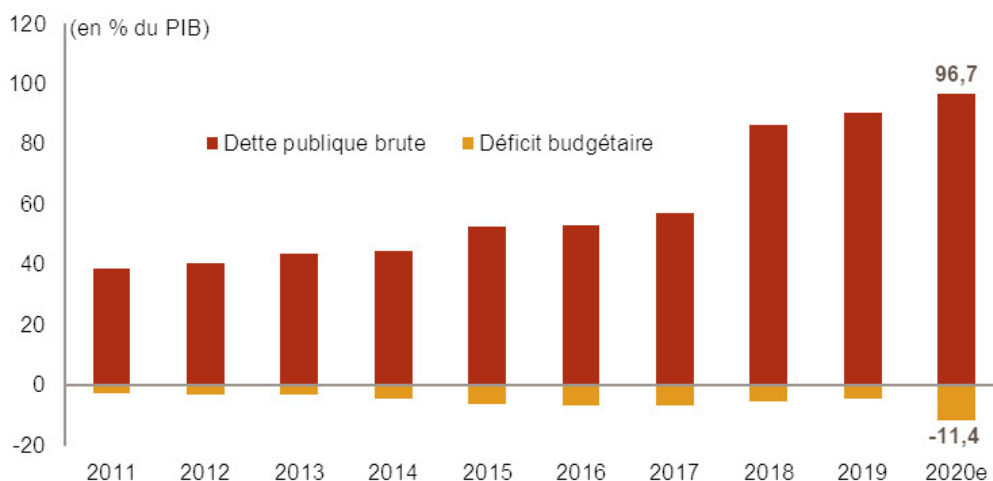
«Ils nous accusent d'être des populistes, des irresponsables, mais le résultat c'est que nous nous réveillons aujourd'hui avec le FMI qui nous a donné raison», s'est félicité Alberto Fernandez, au lendemain de l'annonce de l'institution financière.

Le pays, qui a connu en 2001 le plus grand défaut de paiement de l'histoire (100 milliards de dollars), s'efforce d'écartier le spectre d'un nouveau défaut, tout comme le FMI, auprès duquel Buenos Aires s'est endettée à hauteur de 44 milliards de dollars.

«Nous avons une bonne occasion de négocier quelque chose de raisonnable car le FMI a tout intérêt à éviter un défaut», estime Hector Torres, ancien représentant de l'Argentine auprès de l'institution.

Sur ses 311 milliards de dette, Buenos Aires veut renégocier 121,9 milliards (35% du PIB) avec les détenteurs d'obligations privés et 72,6 milliards (21,4% du PIB) avec les organismes multilatéraux et bilatéraux.

«Le FMI est évidemment une voix autorisée sur les marchés financiers, et le fait qu'il dise que la dette n'est pas soutenable pourra fléchir la position des créanciers privés», analyse l'économiste Matias Rajnerman, du cabinet Ecolatina.



Source : FMI, PEM, octobre 2020

Document n°6 :

Quel est l'objectif de l'accord entre l'UE et le Mercosur ? | Greenpeace | 06-10-2019

Cet accord est le plus important accord de libre-échange conclu par l'Union européenne (UE) de par la population concernée (780 millions de personnes) et de par les volumes d'échanges couverts (40 à 45 milliards d'euros d'importations et exportations).

L'objectif de l'accord est d'établir une zone de libre-échange entre l'UE et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela). Cela passerait par exemple par l'élimination des droits de douanes, la simplification des procédures douanières ou l'élimination de ce que l'on appelle les barrières non tarifaires.

Souvent présenté comme un accord « cars for cows » (des voitures contre des vaches), l'accord de libre-échange vise à favoriser les exportations européennes d'automobiles mais également les exportations textiles et alimentaires (fromages, lait en poudre...). Les importations en provenance des pays du Mercosur qui seraient favorisées sont notamment la viande (bœuf, poulets...) et l'éthanol.

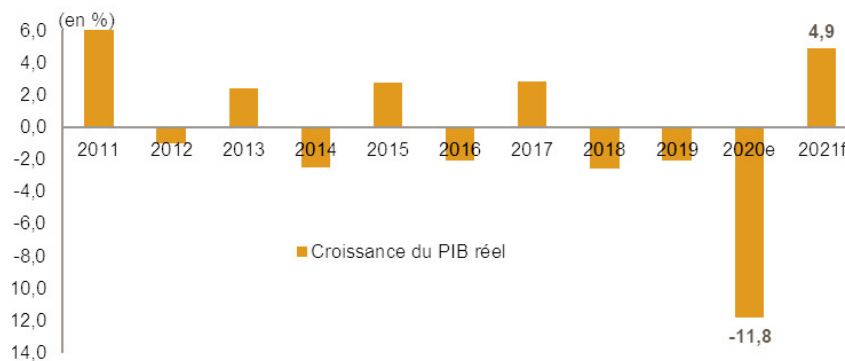
L'un des objectifs prioritaires de l'UE dans le cadre de cet accord est de réduire les droits de douane sur les voitures afin d'accroître les exportations européennes d'automobiles vers la région du Mercosur. L'étude d'impact environnemental affirme que l'accord de libre-échange devrait permettre le développement d'une mobilité plus « propre » dans la région du Mercosur. Pourtant l'accord reste flou sur la prise en compte de la performance énergétique des voitures pour établir la réduction des droits de douanes. De plus, il n'y a pas d'analyse approfondie sur les impacts attendus en termes de type de véhicules exportés : par exemple, cet accord va-t-il encourager l'exportation de véhicules plus lourds et plus émetteurs de type SUV, que mettent de plus en plus en avant les constructeurs automobiles y compris européens ?

Enfin, l'accord ne prend pas en compte les risques liés à une production et un usage accru de véhicules individuels, tant en termes de pollution de l'air et de santé que d'émissions de gaz à effet de serre et de changement climatique, et ce alors que le secteur des transports est l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre !

Cet accord est vivement critiqué par les agriculteurs et agricultrices européens, qui mettent en avant une concurrence déloyale avec des normes environnementales, sociales ou sanitaires différentes, ainsi que par les associations environnementales, qui pointent du doigt un impact négatif sur les forêts et un renforcement de l'agro-industrie

Document n°7 :

Une décennie marquée par les récessions économiques | Credendo | 19-10-2020



Source : FMI, PEM, octobre 2020